

AU MENU

Le point sur : feuille de route de la Présidence néerlandaise pour l'amélioration des produits alimentaires

Mieux comprendre : les politiques nutritionnelles européennes : comment ça marche ?

Quoi de neuf : conférence FFAS sur l'épigénétique et la petite enfance – Publication de l'avis de l'ANSES relatif à l'activité physique – PNNS-Refonte du site « manger-bouger.fr »

Initiatives des industries alimentaires : rapport de la fédération irlandaise sur les efforts de l'industrie en matière d'optimisation nutritionnelle

N° 58 / AVRIL 2016

page 1

Le point sur...

Feuille de route de la Présidence néerlandaise pour l'amélioration des produits alimentaires

Dès le printemps 2015, la future Présidence néerlandaise de l'Union européenne avait communiqué sa priorité dans le domaine alimentaire : inciter Etats membres et industriels à améliorer la composition nutritionnelle des produits alimentaires pour des raisons de santé publique. L'ultime objectif pouvant être l'élaboration de standards minima relatifs aux teneurs en sel, acides gras saturés, sucre et énergie qui garantiraient la même qualité nutritionnelle dans tous les pays européens. Seule une coopération européenne rendrait le choix d'une alimentation saine facile sur l'ensemble du marché unique.

Sollicitée, FoodDrinkEurope a apprécié l'approche public-privé envisagée mais a challengé plusieurs points de la feuille de route avant de pouvoir apporter son soutien à cette initiative (refus de seuils chiffrés par catégories pour les différents nutriments, besoin d'une approche volontaire et flexible tenant compte de l'alimentation dans sa globalité, des différentes situations nationales, des efforts déjà réalisés par l'industrie, des contraintes techniques et réglementaires, de l'aide à apporter aux petites entreprises et de l'acceptation par

le consommateur des recettes modifiées). Pendant la conférence « Food Product Improvement : make the healthy choice easy » que la présidence néerlandaise a organisée les 22 et 23 février à Amsterdam, les objectifs ont été présentés aux différentes parties prenantes et les industriels ont pu présenter leurs produits reformulés et/ou communiquer leurs nouveaux engagements. 22 Etats membres plus la Norvège et la Suisse, la Commission Européenne, l'OMS, 4 ONG (European Heart Network, European Chronic Diseases Alliance, European Healthy Lifestyle Alliance, European Kidney Disease Alliance) et le secteur alimentaire (FoodDrinkEurope, EuroCommerce, FoodService Europe et Serving Europe) ont soutenu le projet et accepté de travailler ensemble pour relever les challenges d'ici fin 2020 :

- Diminuer étape par étape les teneurs en sel, acides gras saturés et sucres/calories des produits sur le marché européen (le nouveau programme européen de réduction des sucres ajoutés, au moins 10% d'ici 2020, sera une pièce du puzzle néerlandais) ;
- Améliorer les bases scientifiques, les collectes de données et le monitoring des réalisations ;
- Echanger les bonnes pratiques et aider les petites entreprises.

FoodDrinkEurope, dont le Président Gilles Morel avait fait une intervention remarquée montrant la contribution constructive de l'industrie, a publié un communiqué de presse confirmant le soutien de l'industrie à ce plan d'action. La France comme Le Royaume Uni, l'Italie, le Luxembourg, la République Tchèque et la Grèce n'ont pas encore signé, ni les associations professionnelles européennes Copacogeca (agriculteurs et coopératives) ou HOTREC (hôtels, cafés, restaurants).

Le BEUC (European consumer association) et l'EPHA (European Public Health Alliance) ont estimé pour leur part que le plan d'action n'était pas assez ambitieux.

Cette conférence était le prélude des réunions des conseils des Ministres de la santé des 18 avril et 14 juin qui devraient aboutir à un accord politique avant la fin de la présidence. La Slovaquie et Malte ont déjà annoncé qu'ils se porteraient garants de la poursuite du programme pendant leur présidence.

Pour en savoir plus :

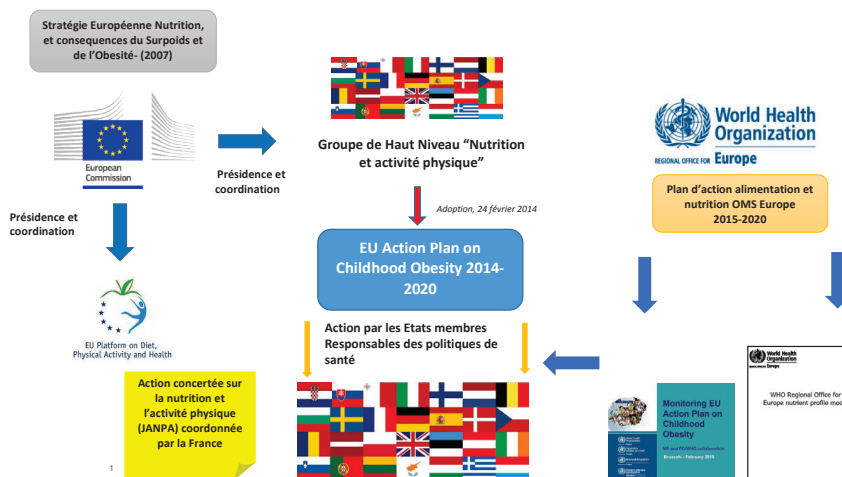
<http://english.eu2016.nl/latest-events/2016/02/22/thematic-conference-on-product-improvement>

http://www.fooddrinkeurope.be/uploads/press-releases_documents/NL_Reformulation_22_02_16.pdf

Mieux comprendre...

Les politiques nutritionnelles européennes : comment ça marche ?

Les politiques de santé sont initiées par l'OMS qui fixe des objectifs globaux. La Commission européenne, DG santé les traduit au niveau européen en sollicitant les représentants des ministères de la santé des 28 Etats membres (Groupe de Haut Niveau "Nutrition et activité physique") pour leur implémentation dans leurs pays respectifs. La Commission n'est que le coordinateur des actions. Les Etats membres sont responsables de leur politique de santé. La Commission peut orchestrer un suivi en fonction de critères fixés par l'OMS (exemple 10% d'énergie quotidienne sous forme de sucres libres ou maximum 5g de sel).



Quoi de neuf ?

Conférence FFAS sur l'épigénétique et la petite enfance - 8 Mars 2016

La découverte relativement récente de la capacité de l'individu à adapter son développement en fonction de son environnement confère une importance toute particulière à l'alimentation maternelle et infantile. Elle contribue en effet à la mise en place durable des principales régulations physiologiques et biologiques, et donc au risque de développer les principales maladies chroniques de l'âge adulte (obésité, diabète de type 2 et maladies cardio-vasculaires). Le rôle des facteurs nutritionnels précoces dans l'évolution de ces maladies offre une exceptionnelle opportunité pour une politique ciblée de prévention.

Lors d'une conférence récente du FFAS, Umberto Simeoni, Chef du service pédiatrie du CHUV Lausanne et Claudine Junien, Professeur de génétique à Paris ont fait un point sur l'alimentation au cours de la grossesse, des premières phases de la vie et leurs conséquences épigénétiques.

Interviews des experts disponibles sur : <http://alimentation-sante.org/category/interviews-theme-4/>

Publication de l'avis de l'ANSES relatif à l'activité physique

Le rapport ANSES sur l'actualisation des repères du PNNS sur l'activité physique et la sédentarité a été publié en février 2016.

Le rapport et l'avis démontrent les effets favorables de l'activité physique et de la réduction de sédentarité en matière de prévention d'un grand nombre de pathologies chroniques.

Ainsi, l'Agence recommande la réduction des comportements sédentaires et la pratique d'activités physiques, dans tous les contextes de vie et à tous les âges.

Le développement d'espaces réservés aux piétons et aux cyclistes, la promotion des modes de transport collectifs, l'organisation du temps de travail et du temps scolaire permettraient notamment d'atteindre cet objectif.

<https://www.anses.fr/fr/content/plus-d%E2%80%99activit%C3%A9-physique-et-moins-de-s%C3%A9dentarit%C3%A9-pour-une-meilleure-sant%C3%A9>

PNNS - Refonte du site « manger-bouger.fr »

Une nouvelle version de manger-bouger est en ligne depuis mi-janvier. Cette nouvelle présentation offre la possibilité aux internautes de personnaliser leurs contenus en créant un compte. Cet espace personnel sera enrichi au printemps 2016 à l'occasion du dispositif de promotion de l'activité physique.

Par ailleurs, d'un point de vue technique, le site est désormais adapté à la navigation sur tous les supports : ordinateurs, tablettes, mobiles. Au total, en 2015, 42 % des utilisateurs de manger-bouger.fr s'y connectent via une tablette ou un smartphone.

Parallèlement à ces changements techniques et esthétiques, les contenus du site seront progressivement modifiés pour prendre en compte les futures recommandations de l'ANSES sur les repères nutritionnels.

www.mangerbouger.fr

Initiatives des industries alimentaires

Rapport de la Fédération irlandaise sur les efforts de l'industrie en matière d'optimisation nutritionnelle :

La fédération irlandaise de l'industrie alimentaire, avec le soutien de l'agence de sécurité sanitaire FSAI, a récemment publié un rapport sur les efforts de l'industrie en matière d'offre alimentaire. Évaluée sur la période de 2005 à 2012, l'évolution de la composition de 600 produits des 14 plus importants fournisseurs se traduit par un impact significatif sur la consommation de la population :

mation de la population :

- Sur la quantité de nutriments mise sur le marché : réduction de 11,6% d'énergie, de 9% de matière grasse, 11,6% de saturés, 36,7% de sodium et 13,8% de sucre
- Sur les consommations : diminution de 0,3 à 3,3% d'énergie selon les classes d'âge, 2 à 3% de matière grasse, 5 à 6,5% pour les saturés, de 1 à 2% pour le sodium et de 8 à 10% pour le sucre

Le travail a porté sur les données de consommation nationales et les compo-

sitions des produits mises à disposition par les fabricants.

L'étude fait une segmentation entre consommation moyenne de la population et celle des gros consommateurs (97,5^e percentile) chez les enfants, les adolescents et les adultes.

Impliquer plus de sociétés et de distributeurs et mesurer l'impact réel sur la santé est l'objectif à terme.

Un exemple qui pourrait être répliqué dans d'autres Etats membres.

Retrouvez tous les anciens numéros de votre Lettre Nutrition sur le portail de l'ANIA, [en cliquant ici](#) !

Prochain numéro : Juillet 2016

Pour recevoir cette lettre contactez Sylvie Pillon : spillon@ania.net